

L'Afghanistan depuis 1979, entre enjeux nationaux et internationaux

Véritable plaque tournante en Asie centrale, l'Afghanistan a toujours été très convoité du fait de sa position stratégique (route de la soie chinoise, Etat tampon entre la Russie et l'ex-Empire britannique...) et par la grande présence de ressources fossiles. Durant la guerre froide, l'Afghanistan se place sous l'influence de l'URSS, qui apporte une aide à la modernisation économique et sociale, et qui soutient militairement, en 1973, 1978 et 1979 plusieurs coups d'Etat. En décembre 1979, l'URSS envahit le pays, afin de soutenir le gouvernement communiste qui lutte contre une guérilla d'inspiration musulmane et pallier la possible influence islamiste provoquée par la Révolution islamiste chez le voisin iranien en 1979. Depuis cette période, l'Afghanistan baigne dans un chaos social, économique et politique, accentué par des guerres civiles à répétition, une occupation américaine et un terrorisme islamique.

Ainsi quel bilan pouvons-nous tirer de 50 années de guerres civiles et d'occupation ?

Nous étudierons d'abord le bilan des années de guerres (I), ensuite, nous verrons les différents défis que doit relever l'Afghanistan (II) et enfin, nous analyserons les perspectives du pays concernant l'avenir (III).

L'annonce de la 1^{ère} partie est maladroite : si la 1^{ère} partie est consacrée au bilan, alors elle est à elle seule la réponse à la pbique. On pourrait écrire :

Ces 50 années apparaissent comme des années perdues (I) ; le pays doit donc répondre à de nombreux défis internes et externes (II) ; et les perspectives pour l'avenir sont multiples (III).

L'invasion soviétique de décembre 1979 se transforme vite en une déconfiture militaire (l'armée est tenue en échec par une guérilla sous-équipée) et diplomatique (l'URSS est condamnée par l'O.N.U., puis par les pays musulmans). Les EU, qui soutiennent les moudjahidines, y voient la possibilité de renforcer leur présence militaire et diplomatique en Asie. En 1988, les accords de Genève sont signés entre le gouvernement de Kaboul, l'URSS, le Pakistan et les Etats-Unis ; mais l'opposition afghane ne reconnaît pas ces accords. Les années 1990 (dans un contexte de guerre du Golfe avec débarquement de troupes étatsuniennes en Arabie saoudite) sont marquées par une guerre civile opposant le gouvernement communiste aux rebelles, puis les différentes factions moudjahidin divisées selon des critères religieux, ethniques et régionaux.

En 1996, à la suite de la chute de l'URSS et des instabilités majeures que connaît le pays, les Talibans (des étudiants prônant un islamisme pur) accèdent à la tête du pays avec pour objectif de pacifier le pouvoir. Ils instaurent une dictature fondamentaliste.

A la suite des attentats du 11 septembre 2001, revendiqué par Al Qaïda et Oussama Ben Laden qui a trouvé refuge dans le pays, l'Afghanistan devient l'ennemi n°1 des EU dans leur lutte contre le terrorisme. Les E.U. envahissent le pays, ce qui conduit à la chute du régime taliban en déc. 2001. L'OTAN déploie une force internationale. L'aide internationale permet à l'Afghanistan de débiter sa transition démocratique (première élection au suffrage universel en 2004), et un développement économique. La situation est cependant fragile, et les Talibans n'ont pas renoncé. Les EU semblent embourbés et impuissants à faire cesser les violences.

En février 2020, est signé à Doha un accord historique entre EU et Talibans, qui prévoit le retrait de tous les soldats étrangers d'ici le 1^{er} mai 2021. Des pourparlers inter-afghans s'ouvrent également à Doha, mais la violence en Afghanistan s'intensifie. En mai 2021, les EU et l'OTAN entament le retrait de leurs 9 500 soldats. D'intenses combats éclatent alors entre Talibans et forces gouvernementales.

Ainsi, on peut bien qualifier de « perdues » pour l'Afghanistan ces 50 années, marquées par des affrontements incessants, qui ont conduit à la mort de dizaines de milliers d'Afghans, une perte patrimoniale (destruction par les Talibans des Bouddhas de Bâmiyân) et empêché le pays de se développer. Toutes les tentatives de paix ont échoué.

Le 15 août 2021, les Talibans prennent Kaboul et se réinstallent au pouvoir. Ils doivent surmonter de nombreux défis.

Le premier défi est économique car le pays s'écroule. La mesure de rétorsion de Washington, le jour même de la prise de Kaboul, fut de bloquer tous les avoirs afghans détenus en dollars, à commencer par les 9,5 milliards de la Banque centrale d'Afghanistan, et toutes les aides transitant par le FMI et la Banque mondiale. L'effondrement économique fut immédiat et sans précédent puisque 9,5 milliards représentent la moitié du PIB annuel et que 80 % du budget de l'Afghanistan était jusqu'alors financé par des sources extérieures. Depuis 1 an donc, le pays, qui compte 38 millions d'habitants, traverse une crise humanitaire inédite : 97% de la population vit sous le seuil de pauvreté, avec moins de

2 dollars/jr ; la moitié de la population souffre de malnutrition, obligeant les Afghans à développer différentes stratégies de survie : de nombreuses familles vendent leurs biens, leurs terres, voire leurs enfants.

Le 2^e défi est politique. Les Talibans étaient censés former un gouvernement ouvert à des segments non talibans de la population, et assurer la sécurité en neutralisant les réseaux terroristes de l'État islamique Khorasan province (EIKP, version afghane de Daech). Ils n'y sont pour l'instant pas parvenus. Les fractures au sein de la population sont nombreuses (notamment entre Kaboulis et les ruraux qui représentent 72% de la population), et au sein même des talibans : il y a peu en commun entre le ministre de l'Intérieur, ancien chef de réseau terroriste, et le vice-premier ministre Abdul Ghani Baradar, qui a négocié avec habileté les accords de Doha et s'est familiarisé avec la bienséance des conférences internationales ; peu en commun également entre cette élite et la base combattante qui n'attend de la victoire que les butins de la guerre, et peine à passer du djihad à la gestion civile du pays.

Le 3^e défi est géopolitique. L'objectif des Talibans est de se normaliser dans les relations internationales. Or, depuis 1 an, aucun pays n'a reconnu le nouvel Émirat islamique d'Afghanistan, pas même ceux qui, craignant davantage Daech que les talibans, lui étaient favorables, comme la Russie, la Chine, la Turquie, les républiques d'Asie centrale, les États du Golfe, et même l'Iran ! D'autant que Daech a en effet repris vigueur en avril 2022 et multiplié les attentats meurtriers.

Chez les Occidentaux, les freins à la reconnaissance du gouvernement afghan tiennent essentiellement à la mise en place d'un ordre totalitaire strict : la société ne dispose que de très peu de libertés, et les femmes sont particulièrement soumises. Elles sont exclues de nombreux emplois publics, sont interdites de voyage en dehors de leur ville et sont obligées de porter le voile intégral. Les jeunes filles sont quant à elles privées de collège et de lycée.

Aujourd'hui les perspectives pour le pays sont assez incertaines.

En effet, afin de résoudre la crise économique, les Talibans misent sur l'exportation de charbon, en plein essor avec la crise énergétique actuelle. Ainsi, plusieurs États entament des négociations avec le pays afin d'accéder à ses ressources minières (or, fer, lithium...). C'est notamment le cas de la Chine qui voudrait également s'appuyer sur ce territoire pour développer son projet des routes de la soie, mais cette dernière serait-elle prête à soutenir les talibans face à la controverse internationale ?

La culture du pavot, qui représente bon an mal an de 12 et 15 % du PIB, a été interdite par les Talibans en avril 2022. Le safran, l'épice la plus chère du monde, pourrait être une culture de substitution, mais les surfaces cultivées sont pour l'instant 40 fois inférieures à celles du pavot. Quant au blé, il requiert beaucoup plus d'eau que le pavot et rapporte 10 fois moins.

En ce qui concerne la reconnaissance par la communauté internationale, les Talibans ont encore du chemin à parcourir. Sans poids économique majeur, ni allié de taille, il faudrait que les dirigeants du pays acceptent les injonctions occidentales, notamment en matière de droits de l'homme, pour que la communauté internationale leur accorde une quelconque reconnaissance. Enfin, les relations avec le voisin, le Pakistan, sont loin de s'améliorer, au contraire : les attaques contre l'armée pakistanaise se multiplient le long de la ligne Durand, une frontière contestée par certains groupes afghans. Il s'agit là actuellement du plus grand défi de sécurité régionale.

Ainsi, après 50 ans de guerre, la situation politique de l'Afghanistan est toujours instable, la population est affaiblie et les pays voisins cherchent uniquement à obtenir une mainmise sur ses nombreuses ressources minières. La chute de la capitale afghane marque cette fois un renoncement de la part des occidentaux de vouloir imposer militairement la démocratie dans des pays minés par les conflits. Cependant l'inaction a aussi un coût, comme le rappelle l'ancien diplomate Michel Duclos : c'est la non-intervention qui "a signifié un feu vert à Bachar Al-Assad pour continuer à massacrer".

Sources :

Article de 2021 du gouvernement : <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/afghanistan/presentation-de-l-afghanistan/>

Mini vidéo 2021 : https://www.francetvinfo.fr/monde/afghanistan/geopolitique-quel-avenir-pour-l-afghanistan_4755521.html

Vidéo de Pascal Boniface 21/09/2021:

[Expliquez-moi... L'Afghanistan | IRIS \(iris-france.org\)](#)

Article du Monde 2022 : https://www.lemonde.fr/international/article/2022/08/15/un-an-apres-le-retour-au-pouvoir-des-talibans-l-afghanistan-s-enfonce-dans-la-crise_6138051_3210.html

Article 24/05/2022 :

[Afghanistan : les talibans, la burqa et la terreur | IFRI - Institut français des relations internationales](#)

Article 11/09/2022

[« Afghanistan : le prix de la paix », l'histoire sans fin \(nouvelobs.com\)](#)